



Particulièrement vulnérable en raison d'un système de santé fragile, le continent africain a su anticiper l'arrivée de l'épidémie et, pour l'heure, résiste.

Néanmoins, le virus circule encore et la situation se dégrade dans certains pays, même si le nombre de décès reste relativement faible.

En Côte d'Ivoire, le relâchement de la population qui a suivi les premières mesures de déconfinement a entraîné une reprise des contaminations.

# L'Afrique a-t-elle échappé au pire ?

— Loin des prédictions catastrophistes, le continent fait face jusqu'ici à la crise du Covid-19.

— Si la plupart des pays ont su anticiper l'arrivée du virus, les experts alertent sur la nécessité de maintenir les efforts, alors que le virus circule toujours.

— Où en est la progression du virus sur le continent ?

Avec 201 157 cas recensés – dont 5 486 décès –, le continent africain semble, pour l'heure, épargné par la pandémie (*lire les repères*). On est loin de la catastrophe redoutée. « Comme en Europe, l'incidence de l'épidémie varie d'un pays à l'autre et au sein même des pays », indique le docteur Emmanuel Baron, directeur général d'Épicentre, la branche recherche et épidémiologie de Médecins sans frontières. Dans la plus grande partie du continent, on compte moins de vingt malades pour 100 000 habitants.

Reste à savoir si ces chiffres sont fiables. Les bilans fournis par l'OMS et l'Union africaine (UA) s'appuient sur les données communiquées par les ministères de la santé de chaque État. Et comme en Chine ou en Europe, il existe souvent un delta entre chiffres officiels et réels, qui tient à plusieurs facteurs. D'abord, le nombre de cas déclarés dépend directement du nombre de cas testés. Or, les tests, généralement réservés

aux grandes villes, ne sont pas légion en Afrique. Mécaniquement, les pays riches, où l'on teste le plus, présentent plus de cas.

Ensuite, les chiffres collectés n'émanent que des réseaux de santé. Ceux qui ont été contaminés ou sont morts sans être passés par un centre ne sont donc pas comptabilisés. Enfin, ces chiffres dépendent de la crédibilité des États. Or, en Afrique, de nombreux régimes, défaillants et (ou) autoritaires, ne peuvent ou ne veulent pas jouer le jeu de la transparence.

**« Il n'y a pas eu d'afflux massif de cas compliqués dans les hôpitaux et les centres de santé. »**

Néanmoins, les observateurs locaux et internationaux sont unanimes : les populations africaines n'ont pas été submergées par le virus. « Force est de constater qu'il n'y a pas eu d'afflux massif de cas compliqués dans les hôpitaux et les centres de santé », confirme le docteur Moumouni Kinda, directeur des opérations de l'ONG Alima, qui intervient principalement en Afrique centrale et de l'ouest. « Mais cela pourrait changer, avertit-il. Ne relâchons pas nos efforts. »

La pandémie poursuit en effet sa progression, et la pression sur les services de santé augmente, témoigne Frédéric Boyer, directeur des opérations internationales de

la Croix-Rouge qui vient de participer au pont aérien humanitaire de l'Union européenne en RD-Congo : « L'hôpital général de Kinshasa, où j'étais lundi, n'est pas encore débordé mais la situation se tend. De plus en plus de patients arrivent trop tard pour être sauvés, et le personnel soignant n'est pas épargné. »

— L'Afrique a-t-elle mieux anticipé la pandémie qu'on ne l'imaginait ?

Les institutions se sont mobilisées bien avant les premiers cas de Covid-19 sur le continent, fin février. Dès le 27 janvier, le centre pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) de l'UA activait son centre d'opérations d'urgence et son Incident Management System (IMS). À la tête du CDC, un virologue ayant fait sa carrière aux États-Unis, le Camerounais John Nkengasong.

Cette structure de l'UA a informé et mobilisé ses États membres, et élaboré la stratégie pour lutter contre la propagation du virus : coordination de la riposte, interface avec les partenaires internationaux. Parmi les organisations sous-régionales, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Ceeao) a convoqué tous ses ministres de la santé dès le 14 février. Le 9 mars, c'était au tour de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), et le 17 mars, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac).

Dès la mi-mars, tous les pays de la bande sahélienne déclaraient



## repères

**Un continent inégalement touché**

Selon les chiffres communiqués le 10 juin par l'OMS, l'Afrique totalise 201 157 cas de Covid-19 et 5 486 décès, soit un taux de létalité moyen de 2,73 %.

**Le pays le plus frappé par l'épidémie en nombre de cas est l'Afrique du Sud**

avec 52 991 cas recensés, dont 1 162 morts. Suivent l'Égypte avec 35 444 cas et 1 271 morts ; le Nigeria avec 13 464 cas et 365 décès ; l'Algérie avec 10 382 cas et 724 décès ; et le Ghana avec 10 201 cas et 48 morts.

**Avec seulement quatre cas recensés et aucun décès, le Lesotho est le pays le moins touché par le virus, suivi par les Seychelles (11 cas et aucun mort).**

l'état d'urgence sanitaire : les frontières, les aéroports, les marchés, les lieux de culte, les écoles et les universités ont alors fermé. Des mesures ont été prises dans toute l'Afrique, du Maghreb au Machrek, de l'Afrique centrale à l'Afrique australe, à quelques exceptions près comme le Burundi. Même des villes mondes comme Lagos, au Nigeria, ont été confinées.

À l'évidence, l'expérience d'autres pandémies a servi dans

la réponse sociale et sanitaire contre le Covid-19, notamment en Afrique de l'Ouest, la zone la plus anticipatrice. Directeur de l'Institut Pasteur en Guinée, Noël Tordo évoque « le traumatisme d'Ebola », qui a permis d'adopter certains réflexes. « La prise de température aux aéroports et la mise à disposition de bidon de Javel devant les restaurants ont été adoptées dès l'arrivée du virus en Europe », témoigne le chercheur. ●●●





Un marché dans les rues d'Abidjan, en Côte d'Ivoire, le 10 juin. Amandine Réaux



## Les Ivoiriens se «relâchent» face au faible nombre de cas

— En Côte d'Ivoire, la situation économique préoccupe davantage que le coronavirus. Les gestes barrières sont moins respectés et les cas commencent à augmenter.

Abidjan  
De notre correspondante

La peur des premiers jours a laissé place à l'insouciance. Dans les rues commerçantes d'Abidjan, dans les marchés bondés ou les maquis (bars/restaurants populaires), les mesures barrières pour lutter contre le coronavirus sont de moins en moins respectées.

«Au départ, on a eu très peur de la maladie, mais maintenant qu'on nous dit que les gestes barrières nous protègent, ce n'est plus le cas», sourit Clarisse Adou. Encore faut-il les appliquer, ces gestes. «Beaucoup ne les respectent pas; d'autres ne croient pas à la maladie», déplore cette vendeuse de fruits derrière son étal de fortune. Elle-même ne porte pas de masque parce qu'elle travaille «juste devant la maison». Mais elle dit se laver «beaucoup» les mains. Et à l'église, Clarisse doit désormais «prendre un ticket avant d'entrer».

Restés fermés plusieurs semaines, les lieux de culte ont donc rouvert, avec des conditions strictes d'hygiène et de distanciation. Il a fallu être particulièrement vigilant à l'occasion de l'Ascension et de l'Aïd-El-Fitr, lorsque les églises et les mosquées ont attiré de nombreux fidèles.

Dans les transports en commun aussi, les mesures barrières sont respectées: trois passagers maximum dans les taxis collectifs, 13 personnes au lieu de 20 dans les «gbakas» (minicars). «Sinon, on risque une sanction», explique François Kobénan, chauffeur qui a garé son gros véhicule en attendant les clients. «Mais depuis trois mois, on ne fait plus que 30 000 francs CFA (46 €) de recette quotidienne, au lieu de 70 000 (107 €) avant le coronavirus», soupire-t-il.

La baisse – voire l'absence – de revenus pendant le confinement a poussé de nombreux Ivoiriens à retourner travailler. Conséquence des mesures prises pour lutter contre le coronavirus, le revenu moyen annuel des chefs de ménage a chuté de 47,2%, selon une enquête du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). 32% de ménages supplémentaires sont passés en dessous du seuil de pauvreté. «On ne se fiche pas de la pandémie, mais on a d'autres problèmes!», résume Jean-Yves Essis, un chef d'entreprise.



Au 9 juin, la Côte d'Ivoire comptait 3 995 cas et 38 morts du Covid-19. Pourtant, le nombre moyen de nouveaux cas augmente: 130 par jour en juin, contre 50 en mai. L'état d'urgence est toujours en vigueur, comme l'isolement du grand Abidjan et la fermeture des frontières.

Or la levée du couvre-feu et la réouverture des lieux de culte et de sociabilité, mi-mai, ont «malheureusement été interprétées dans certaines communautés comme étant la fin de la pandémie», constate Jean-Marie Yameogo, représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans le pays.

**«On ne se fiche pas de la pandémie, mais on a d'autres problèmes!»**

Il trouve «préoccupant» que «seulement la moitié de la population porte le masque dans les lieux publics. Cela veut dire qu'on ne pourra pas arrêter la transmission communautaire et que nous devons nous attendre à beaucoup plus de cas», estime-t-il.

Porte-parole de la police, le commissaire Charlemagne Bleu attribue la hausse des cas à «l'indiscipline sur le terrain» et «rien d'autre». Il demande à chacun d'«être le gardien de soi-même». La violation des mesures barrières reste un «délict portant atteinte à la santé publique», et des interpellations ont eu lieu début juin pour non-respect de la distanciation physique et du port du masque.

Le ministère de la santé insiste également: «La pandémie n'est pas terminée.» Mais pour Jean-Marie Yameogo, il faut rétablir certaines restrictions afin que le message soit clair pour la population. Et, avertit le représentant de l'OMS, «éviter le scénario cataclysmique qui pourrait intervenir si des mesures n'étaient pas observées».

Amandine Réaux

●●● L'Afrique a aussi bénéficié de la mobilisation des ONG et de ses partenaires importants. La Chine, l'Union européenne, l'OMS se sont mobilisées pour apporter du matériel et débloquer des fonds. Un nouveau concept est apparu à cette occasion: la diplomatie du masque.

### — Le virus a-t-il été moins virulent sur le continent africain?

«Il n'y a pas d'étude précise sur l'évolution moléculaire du virus, mais rien ne tend à prouver que celui circulant en Afrique serait plus ou moins pathogène que celui d'Europe», affirme Noël Tordo. Sa virulence dépendrait donc moins de ses propriétés, que de la santé des personnes le contractant.

Le continent abrite en effet une population jeune, par conséquent moins susceptible de développer des formes sévères du Covid-19. Autre explication possible à la résistance de la popu-

lation africaine: un système immunitaire plus résistant. «On peut imaginer que celui-ci est plus stimulé et davantage en alerte du fait qu'il a affaire à de nombreux pathogènes. Mais il y a aussi des gens diabétiques et en sous-nutrition, ce qui constitue des facteurs de risques», tempère le chercheur. Enfin, des études font l'hypothèse, qui reste discutée, que la chaleur et les rayons du soleil affaibliraient le virus.

### — Quels sont les effets collatéraux du Covid-19?

En concentrant l'attention et les moyens, le Covid-19 a oblitéré une autre maladie très grave, la rougeole. «Le risque, selon Noël Tordo, c'est qu'il se passe la même chose qu'au moment d'Ebola, où l'on a vu plus de gens mourir du paludisme qu'en raison d'Ebola.» Les enfants et les personnes vulnérables, rappelle l'Unicef, sont très exposés à l'arrêt des campagnes de vaccination, la fermeture des écoles, les pertes de re-

### Les institutions se sont mobilisées bien avant les premiers cas de Covid-19 sur le continent, fin février.

venus: autant d'effets de la crise sanitaire.

Sur le plan économique, la Banque mondiale a évalué une baisse de la croissance de 3 à 5% pour l'Afrique. Fin avril, le président sénégalais, Macky Sall, évoquait plus de 25 millions d'emplois perdus à l'échelle du continent en trois mois. La récession pourrait aussi entraîner une forte instabilité sociale, sur le modèle des émeutes de la faim de 2008 qui avaient frappé Dakar, Abidjan, Ouagadougou, Yaoundé, Nouakchott, Johannesburg ou Le Caire. Profitant de l'état d'urgence, les régimes autoritaires pourraient en sortir renforcés.

Jeanne Ferney et Laurent Larcher